

OFFICIAL FEEDBACK FORM

DIALOGUE DATE	Wednesday, 2 June 2021 09:30 GMT -04:00
DIALOGUE TITLE	Systèmes alimentaires analyses et solutions
CONVENED BY	Arg. Harmel Cazeau, Coordonnateur de la CNSA
DIALOGUE EVENT PAGE	https://summitdialogues.org/dialogue/42992/
DIALOGUE TYPE	Member State
GEOGRAPHICAL FOCUS	Haiti

The outcomes from a Food Systems Summit Dialogue will be of use in developing the pathway to sustainable food systems within the locality in which they take place. They will be a valuable contribution to the national pathways and also of interest to the different workstreams preparing for the Summit: the Action Tracks, Scientific Groups and Champions as well as for other Dialogues.

1. PARTICIPATION

TOTAL NUMBER OF PARTICIPANTS

59

PARTICIPATION BY AGE RANGE

0-18

19-30

31-50

51-65

66-80

80+

PARTICIPATION BY GENDER

39 Male

20 Female

Prefer not to say or Other

NUMBER OF PARTICIPANTS IN EACH SECTOR

10 Agriculture/crops

5 Fish and aquaculture

1 Livestock

10 Agro-forestry

5 Environment and ecology

5 Trade and commerce

8 Education

2 Communication

3 Food processing

1 Food retail, markets

Food industry

Financial Services

4 Health care

Nutrition

5 National or local government

Utilities

Industrial

Other

NUMBER OF PARTICIPANTS FROM EACH STAKEHOLDER GROUP

14 Small/medium enterprise/artisan

Large national business

Multi-national corporation

10 Small-scale farmer

9 Medium-scale farmer

Large-scale farmer

5 Local Non-Governmental Organization

International Non-Governmental Organization

Indigenous People

4 Science and academia

3 Workers and trade union

Member of Parliament

5 Local authority

2 Government and national institution

Regional economic community

United Nations

International financial institution

Private Foundation / Partnership / Alliance

5 Consumer group

2 Other

2. PRINCIPLES OF ENGAGEMENT

HOW DID YOU ORGANIZE THE DIALOGUE SO THAT THE PRINCIPLES WERE INCORPORATED, REINFORCED AND ENHANCED?

La CNSA, Coordination Nationale de sécurité alimentaire, en tant qu'instance d'aide à la décision destinée à influencer les politiques publiques dans le domaine de sécurité alimentaire, a reçu mandat et support nécessaires des autorités gouvernementales pour préparer le sommet sur le système alimentaire qui auront lieu en septembre prochain à New York. Les ateliers du département du Nord-Ouest ont eu lieu le 2 Juin à Port de Paix et le 3 Juin à Jean Rabel 2021. Durant les deux journées, un total de cinquante-neuf (59) personnes étaient présentes dont trente-neuf (39) hommes et vingt (20) femmes. L'effectif était plus élevé le premier jour, trente-quatre (34) présents dont vingt (20) hommes et quatorze (14) femmes, contre vingt-cinq (25) présents le deuxième jour dont dix-neuf (19) hommes et six (6) femmes. Mais les sujets étaient bien traités dans les deux zones. A Port de Paix, lors des débats l'accent a été mis sur la gouvernance, la complémentarité qui devrait exister entre les différentes institutions pour une meilleure gestion de l'état pour le bien-être de la population ; à Jean Rabel, l'accent a été mis sur la main d'œuvre les effets sur le niveau de la production agricole. Ils ont apporté des éléments de solution pour remédier à la situation.

HOW DID YOUR DIALOGUE REFLECT SPECIFIC ASPECTS OF THE PRINCIPLES?

L'urgence de la situation a été démontrée avec les conséquences pour le futur si rien n'est fait pour renverser la tendance. Les concertations doivent s'inscrire dans un registre plus global. Compte tenu de l'importance du système alimentaire et les conséquences de sa mauvaise gestion sur l'avenir du pays et de tout un peuple, un système d'alerte doit être mis en place afin de mieux sensibiliser la population pour une prise de conscience. Pour la préparation du sommet, tous les secteurs et parties prenantes étaient certes contactés mais ils n'ont pas vraiment eu le temps de bien s'imprégner du sujet comme il se devrait, pour le placer dans son véritable contexte. Il fallait respecter le délai. Ces principes d'engagements seront toujours valables. Chaque état membre doit faire en sorte de les intégrer, renforcer et améliorer pour une meilleure gestion de leur système alimentaire. Le concept étant nouveau, ces principes serviront de prémices pour mettre en place des systèmes alimentaires plus performants. C'est un travail de longue haleine qui ne peut s'arrêter avec un sommet, il doit faire partie de nos habitudes de vie quotidiennes car notre survie et celle des générations futures en dépendent.

DO YOU HAVE ADVICE FOR OTHER DIALOGUE CONVENORS ABOUT APPRECIATING THE PRINCIPLES OF ENGAGEMENT?

3. METHOD

The outcomes of a Dialogue are influenced by the method that is used.

DID YOU USE THE SAME METHOD AS RECOMMENDED BY THE CONVENORS REFERENCE MANUAL?

Yes

No

La méthodologie adoptée est celle préconisée par le secrétariat du sommet. • Accueil des participants • Propos et Prière d'ouverture • Programme de la journée et objectifs de la concertation • Présentation des participants (nom, secteur et institution ou organisation) • Lecture du mot du Coordonnateur (version créole) • Lecture de la définition du système alimentaire • Diagnostic du système alimentaire haïtien • Formation des groupes de discussion et présentation de l'outil contenant les questions à débattre au sein des groupes • Animation, supervision de la séance plénière, partage des comptes-rendus • Résumé et clôture du processus des concertations • Prise de vue La journée de concertation est divisée en trois grandes périodes : ♦ Présentation et mise en contexte La période de prise de connaissance, d'échange, des grandes présentations visant la production d'informations sur les systèmes alimentaires et d'explication sur le processus du Sommet. ♦ Plénière Les participants se regroupent pour travailler ♦ Restitution Deux rapporteurs de chaque groupe lisent les procès-verbaux Durant les moments de pause les participants prennent une collation et fassent plus ample connaissance. 1. Présentation et mise en contexte La concertation a débuté avec les salutations d'usages, suivi d'une courte prière et une mise en contexte de l'activité. Travail collectif qui vise à décrire le système alimentaire dans la communauté, à identifier les problèmes et à proposer des éléments de solutions. Activités extrêmement importantes qui se réalisent dans tous les départements afin de dégager une concertation nationale qui définit la position du pays sur le système alimentaire, position qu'Haïti va adopter lors du sommet mondial en septembre prochain. A l'aide d'un support illustré, mis à la disposition de chaque participant, le système alimentaire est défini avec ces objectifs, ses problèmes et des pistes de solutions. Le diagnostic du système alimentaire d'Haïti leur fut exposé, les raisons de sa défaillance, une nécessité pour la repenser pour notre survie. D'où la nécessité de la concertation pour explorer les problèmes du département du Nord-Ouest et en proposition des éléments de solution. Ces présentations furent suivies de longs débats où les participants profitent pour afficher leur méfiance par rapport à ces genres d'activités où l'on ne fait que collecter des données sans aucun retour ni sous forme de restitution d'informations ni sous forme de projets au profit du département. 2. Plénière Afin d'avoir le maximum d'informations les groupes thématiques sont arrangés en fonction de l'effectif de participants. Les groupes de réflexions furent constitués, ainsi les participants sont repartis en 6 groupes, chacun avec une liste de question, selon leur domaine d'activité ou d'expertise. Groupe 1 : Filières agricoles, Elevage, Pêche Groupe 2 : Stockage. Transformations et commercialisation des produits agricoles Groupe 3 : Fournisseurs de services financiers, Services financiers, Fournisseurs d'intrants agricoles et d'équipements agricoles, Prestataires de services de transport Groupe 4 : Santé Nutritionnelle, Consommation et nutrition responsable Groupe 5 : Gouvernance et Genre, rôle et participation des femmes Groupe 6 : Questions environnementales : Consommation et production responsable, Changements climatiques. 3. Restitutions La séance a été réalisée avec les 6 groupes de discussion qui ont travaillé sur les sujets précités pendant environ 67 minutes. Ensuite, les groupes se sont réunis et un rapporteur de chaque groupe a procédé à la lecture des procès-verbaux, suivi de débats pour éclaircir les points d'ombre. Les représentants ont pleinement participé aux différentes séances de groupes. Ils ont décrit leur système alimentaire actuel avec toute leur complexité passant des problèmes au niveau de la production, du transport, du stockage, de la transformation et à la commercialisation. Ils ont fait état du rôle joué par la mauvaise gouvernance dans l'instabilité du pays.

4. DIALOGUE FOCUS & OUTCOMES

MAJOR FOCUS

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) ne pourraient être atteints sans transformer les systèmes alimentaires pour devenir plus productifs, écologiquement durables et capables de fournir des aliments plus nutritifs et abordables.

En ce sens, la réalisation de la concertation dans le département du Nord-Ouest suggère un changement de paradigme. Il s'agissait de réaffirmer l'importance du passage de l'agriculture de subsistance, axée principalement sur la consommation, à la possibilité de remodeler le système pour devenir plus productif, résilient, durable et sain. Un changement seulement possible par une approche collective des principaux acteurs fortement impliqués dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire sur les voies et moyens liés à la mise en œuvre des systèmes alimentaires durables.

Il s'agit d'une étude complète des systèmes alimentaires qui tient compte des cinq pistes d'action avec pour cadre de référence des enjeux nutritionnels, socioéconomiques et environnementaux.

1- Enjeux nutritionnel : Eradiquer la faim et assurer la santé nutritionnelle de manière durable.

- > Quels sont les besoins alimentaires (Produits vivriers, protéines animales, fruits et légumes, etc.) actuels de la population ?
- > Comment combler les déficits actuels en matière de production ? Pistes de réflexion : toutes les politiques/actions pour agir sur les contraintes à la croissance de la production alimentaire ?
- > Comment organiser les industries de transformation pour répondre à ces besoins alimentaires ? > Comment limiter ou contrer les variations saisonnières dans les disponibilités alimentaires ?
- > Quels systèmes permettent de garantir la conformité aux normes de sécurité et de qualité des denrées ou des produits transformés ?
- > Comment organiser la logistique de distribution ?
- > Quelles sont les habitudes/préférences alimentaires de ménages ?
- > Comment porter les ménages à changer d'habitudes alimentaires et quels sont les enjeux qui y sont associés ?
- > Comment rendre accessibles les aliments produits aux groupes les plus vulnérables ?

2- Enjeu socioéconomique : Stimuler une croissance inclusive à partir des transformations structurelles de la chaîne d'approvisionnement alimentaire

- > Comment développer l'industrie des intrants agricoles (machines et équipements ; fertilisants et pesticides et l'industrie d'équipements pour la transformation (machines, outils etc.), les industries d'emballage ?
 - > Comment intégrer / connecter les petites, les moyennes et les grandes entreprises dans la chaîne de distribution alimentaire ?
 - > Quelles politiques d'infrastructures de distribution (moyens de stockage/conservation, de transports ?)
 - > Comment stimuler les investissements privés (investissements locaux et investissements étrangers ? directs) dans la transformation structurelle de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ?
 - > Quelles politiques fiscales, commerciales et financières pour soutenir la transformation de la chaîne d'approvisionnement ?
 - > Quelles politiques de régulation compatibles à la transformation de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (législation qui encadre la concurrence) ?
 - > Quelles politiques de formation professionnelle pour soutenir ces changements structurels ? > Comment intégrer la problématique de genre dans la transformation de la chaîne d'approvisionnement ?
 - > Quelles politiques de protection sociales pour les travailleurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire ?
- 3- Enjeux environnementaux : Promouvoir des comportements responsables dans la transformation de la chaîne alimentaire
- > Comment la dégradation de l'environnement et les changements climatiques affectent les systèmes alimentaires actuels ?
 - > Quelles politiques d'adaptation aux changements climatiques ?
 - > Quelles politiques de protection et de restauration des écosystèmes naturels ?
- 8
- > Quelles normes environnementales qui régissent les comportements des acteurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement ?
 - > Comment protéger les groupes les plus vulnérables contre les effets des changements climatiques majeurs ?

ACTION TRACKS

- Action Track 1: Ensure access to safe and nutritious food for all
- Action Track 2: Shift to sustainable consumption patterns
- Action Track 3: Boost nature-positive production
- Action Track 4: Advance equitable livelihoods
- Action Track 5: Build resilience to vulnerabilities, shocks and stress

KEYWORDS

- Finance
- Innovation
- Human rights
- Women & Youth Empowerment
- Policy
- Data & Evidence
- Governance
- Trade-offs
- Environment and Climate

MAIN FINDINGS

L'aide humanitaire n'a jamais pu développer aucun pays d'autant qu'avec le changement climatique les pays donateurs auront aussi leurs propres besoins à combler, ils n'auront plus autant de surplus pour aider les autres. Chaque pays doit développer des stratégies pour trouver des solutions pour diminuer les impacts négatifs sur son système alimentaire.

Groupe 1: Filières agricoles, Elevage, Pêche.

Le département du Nord-ouest a beaucoup de potentialités, plusieurs rivières, des terres irrigables, la possibilité de faire du maraîchage durant toute l'année; il peut pratiquer la pêche dans ces huit communes sur dix qui ont accès à la mer; pour ne citer que ceux-là.

Le MARNDR doit: pour la mise en valeur des terres agricoles, construire des systèmes d'irrigation fonctionnelles sur les principales cours d'eau; des bassins, impluviums, citernes pour conserver l'eau là où il n'y a pas de rivière; Introduire de nouvelles variétés résistantes pour remplacer celles qui ont tendance à disparaître par les maladies et ou l'attaque d'insectes, citrus, cocotiers ; Inciter les éleveurs

à construire des abris; développer la pêche en dotant les pêcheurs des matériels et équipements. La vaccination et l'identification doivent être systématiques. Les entrepreneurs doivent renforcer la production de poulets et d'œufs en mettant dans chaque commune des installations. Les associations devraient exercer des pressions pour faire appliquer les lois sur l'élevage. Le MTPTC doit construire des routes agricoles pour faciliter le transport des produits pour diminuer les pertes. Le MCI doit contrôler et vérifier la qualité des produits importés. Le MF doit encourager les mutuelles de solidarité.

Groupe 2 : Stockage. Transformations et commercialisation des produits agricoles

L'absence de stockage défavorise la commercialisation. L'Etat et les Collectivités devraient coopérer pour de meilleurs moyens de transformation en accréditant les entités de la grande paysannerie. Le MTPTC devrait se doter d'un cadre légal pour la gestion du transport, où l'on prendra en compte tous les risques encourus par les personnes, les produits et animaux lors des voyages.

Groupe 3 : Services financiers, Fournisseurs d'intrants et d'équipements agricoles, Prestataires de services de transport

Le MARNDR devrait doter les BAC de leur propre équipement, matériels et techniciens pouvant servir les sections communales qui sont le moteur de la production agricole. Le MTPTC devrait construire des routes pour faciliter l'accès au marché. Les entrepreneurs pourraient encourager la mise en place de boutiques dans chaque commune pour faciliter l'accès aux intrants. L'état, le secteur privé

et les organisations devraient se mettre ensemble pour renforcer la capacité technique des producteurs, surtout sur l'utilisation de pesticide. Les organisations de producteurs devraient faire des plaidoyers pour avoir des crédits échelonnés sur plusieurs années sur la vente des matériels agricoles et pour avoir un taux de crédit très faible.

Groupe 4: Santé nutritionnelle, consommation et nutrition responsable

Les produits ne sont pas disponibles en tout temps. La population n'est pas assez formée ni informée sur la façon de bien manger, et elle n'a pas toujours les moyens pour se procurer des aliments en période morte saison, surtout des fruits.

Groupe 5: Gouvernance et Genre, rôle et participation des femmes

L'amélioration de la gouvernance passe par un cadre légal en lien avec le système alimentaire haïtien. Les législateurs doivent définir un cadre légal pour le système alimentaire qui reflète la réalité de chaque zone du pays et qui tient compte des voies et moyens pour rendre disponible des aliments sains en tout temps. Le MSPP se chargera de revoir les habitudes alimentaires de chaque zone du pays en mettant l'accent sur la disponibilité des produits. Le secteur privé sert d'appui au système en créant des structures pour accorder des crédits dans le système agricole, en investissant dans le commerce, l'exportation, la transformation. Il faut un partenariat entre le public et le privé pour une bonne gestion du système. Le MAST et le MENFP doivent encadrer les jeunes en renforçant leur capacité pour les encourager à mettre leur connaissance au service de la communauté.

Groupe 6: Questions environnementales: Consommation et production responsable, Changements climatiques.

Certains concepts sont nouveaux pour la population, les MDE et MC doivent travailler de concert pour mener de vastes campagnes de sensibilisation et d'information au profit de la population à travers les écoles, les églises, les réseaux sociaux etc.; où tous les nouveaux thèmes relatifs au changement climatique et à l'environnement seront abordés: effet de serre, pollution, déchet plastique, érosion, nappe phréatique, recyclage de déchets, aménagement du territoire, zone protégée, etc. Le plan de développement pour les sections communales et les communes doit être mis en application.

ACTION TRACKS

- ✓ Action Track 1: Ensure access to safe and nutritious food for all
- ✓ Action Track 2: Shift to sustainable consumption patterns
- ✓ Action Track 3: Boost nature-positive production
- ✓ Action Track 4: Advance equitable livelihoods
- ✓ Action Track 5: Build resilience to vulnerabilities, shocks and stress

KEYWORDS

- Finance
- Innovation
- Human rights
- ✓ Women & Youth Empowerment
- ✓ Policy
- Data & Evidence
- ✓ Governance
- Trade-offs
- ✓ Environment and Climate

OUTCOMES FOR EACH DISCUSSION TOPIC - 1/6

Filières agricoles, Elevage, Pêche

Les points de vue des participants sur les actions urgentes,

L'achèvement de la construction d'infrastructure d'irrigation prendra certes beaucoup de temps mais mobilisera beaucoup de personnels, donc création d'emplois directs et indirects, diminution de l'exode, circulation d'argent.

Au niveau de l'élevage les actions directes sont production de poulets et d'œufs, vaccination, renforcement de capacité des éleveurs sur la bonne gestion du bétail.

Au niveau de la pêche acquisition de matériels et équipement, moyens de conservation, renforcement de capacité des pêcheurs sur la gestion des biens.

Les personnes ou acteurs qui effectuent les actions

Les MTPTC, MARNDR, MDE, MAST MF doivent être renforcées pour être plus compétents et améliorer la qualité de leurs services.

Les organisations devraient d'abord identifier les problèmes et ensuite les résoudre. Chaque producteur travaillera davantage tout en cherchant l'appui d'encadreur technique pour une meilleure orientation.

Les moyens d'évaluation des progrès

- ✓ Les rapports de suivi et contrôle des bailleurs,
- ✓ Les rapports d'audit de la Cour Supérieure des Comptes
- ✓ Niveau de production agricole
- ✓ Taux de chômage, niveau d'exode,
- ✓ L'analyse comparative de la situation d'avant et d'après.

ACTION TRACKS

- Action Track 1: Ensure access to safe and nutritious food for all
- Action Track 2: Shift to sustainable consumption patterns
- Action Track 3: Boost nature-positive production
- Action Track 4: Advance equitable livelihoods
- Action Track 5: Build resilience to vulnerabilities, shocks and stress

KEYWORDS

- ✓ Finance
- ✓ Innovation
- Human rights
- Women & Youth Empowerment
- Policy
- Data & Evidence
- Governance
- Trade-offs
- Environment and Climate

OUTCOMES FOR EACH DISCUSSION TOPIC - 2/6

Stockage, transformations et commercialisation des produits agricoles

Les points de vue des participants sur les actions urgentes,

Le MARNDR encouragera la construction d'infrastructures de stockage et de transformation pour réduire les pertes et le gaspillage. Le MTPTC construira des routes agricoles pour faciliter le transport des produits.

Les personnes ou acteurs qui effectuent les actions

Coopération entre l'État et les collectivités pour de meilleurs moyens de transformation en accréditant les entités de la grande paysannerie.

Les moyens d'évaluation des progrès

- ✓ Disponibilité des produits sur le marché
- ✓ L'avis des consommateurs
- ✓ Diagnostic avant pendant et après les travaux, les rapports mensuels

ACTION TRACKS

- Action Track 1: Ensure access to safe and nutritious food for all
- Action Track 2: Shift to sustainable consumption patterns
- Action Track 3: Boost nature-positive production
- Action Track 4: Advance equitable livelihoods
- Action Track 5: Build resilience to vulnerabilities, shocks and stress

KEYWORDS

- ✓ Finance
- Innovation
- Human rights
- Women & Youth Empowerment
- Policy
- Data & Evidence
- Governance
- Trade-offs
- Environment and Climate

OUTCOMES FOR EACH DISCUSSION TOPIC - 3/6

Fournisseurs de services financiers, Fournisseurs d'intrants agricoles et d'équipements agricoles, Prestataires de services de transport

Les points de vue des participants sur les actions urgentes,

Le MTPTC devrait construire de route agricole pour le transport des produits vers les marchés. Les entrepreneurs devront inciter à la mise en place de boutiques d'intrants agricole au niveau de chaque commune.

Les personnes ou acteurs qui effectuent les actions

L'état, le secteur privé et les organisations se mettront ensemble pour renforcer la capacité technique des producteurs. Les organisations paysannes s'organisent pour l'acquisition des matériels ensemble. Les producteurs se mettront en réseau pour éviter le gaspillage des produits lors des récoltes, surtout pour la mangue.

Les moyens d'évaluation des progrès

- ✓ Présence des boutiques d'intrants
- ✓ Cadre légale régissant le transport
- ✓ Réseau routier en bon état
- ✓ Disponibilité des produits en toute saison

ACTION TRACKS

<input type="checkbox"/>	Action Track 1: Ensure access to safe and nutritious food for all
<input checked="" type="checkbox"/>	Action Track 2: Shift to sustainable consumption patterns
<input type="checkbox"/>	Action Track 3: Boost nature-positive production
<input type="checkbox"/>	Action Track 4: Advance equitable livelihoods
<input type="checkbox"/>	Action Track 5: Build resilience to vulnerabilities, shocks and stress

KEYWORDS

<input checked="" type="checkbox"/>	Finance	<input type="checkbox"/>	Policy
<input type="checkbox"/>	Innovation	<input type="checkbox"/>	Data & Evidence
<input type="checkbox"/>	Human rights	<input type="checkbox"/>	Governance
<input type="checkbox"/>	Women & Youth Empowerment	<input checked="" type="checkbox"/>	Trade-offs
<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	Environment and Climate

OUTCOMES FOR EACH DISCUSSION TOPIC - 4/6

Santé Nutritionnelle, Consommation et nutrition responsable

Les points de vue des participants sur les actions urgentes,

La population consomme ce qui est disponible sans vraiment se soucier de la qualité nutritionnelle, par manque de connaissance. Ainsi elle souffre de déficience ou excès momentané. La création d'une plateforme de formations et de partage d'expériences de la culture alimentaire ou les différentes organisations de femmes auront à réfléchir sur la ration alimentaire s'avère une nécessité.

Les personnes ou acteurs qui effectuent les actions

Les agriculteurs devraient ouvrir des fermes pour garder des animaux capables leur donner des produits pour leur consommation. Les familles vont essayer de transformer les produits qu'ils possèdent pour l'autoconsommation. Les organisations sensibiliseront la population sur l'importance de la consommation des produits sains, naturels, feront la promotion des produits locaux. Les groupes de femmes partagent les recettes.

Les moyens d'évaluation des progrès

Pour voir si les actions ont porté des fruits, on organise des enquêtes sur le changement de comportement, sur l'état de santé, vérifie les statistiques.

ACTION TRACKS

<input checked="" type="checkbox"/>	Action Track 1: Ensure access to safe and nutritious food for all
<input type="checkbox"/>	Action Track 2: Shift to sustainable consumption patterns
<input type="checkbox"/>	Action Track 3: Boost nature-positive production
<input type="checkbox"/>	Action Track 4: Advance equitable livelihoods
<input type="checkbox"/>	Action Track 5: Build resilience to vulnerabilities, shocks and stress

KEYWORDS

<input type="checkbox"/>	Finance	<input type="checkbox"/>	Policy
<input type="checkbox"/>	Innovation	<input type="checkbox"/>	Data & Evidence
<input type="checkbox"/>	Human rights	<input type="checkbox"/>	Governance
<input checked="" type="checkbox"/>	Women & Youth Empowerment	<input type="checkbox"/>	Trade-offs
<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	Environment and Climate

OUTCOMES FOR EACH DISCUSSION TOPIC - 5/6

Gouvernance et Genre, rôle et participation des femmes

Les points de vue des participants sur les actions urgentes,

L'État doit permettre à tout le monde, homme et femme, d'avoir les mêmes opportunités, la même possibilité de participer et de bénéficier des services qu'offre le système. Dans toute communauté, les femmes sont les moteurs du développement, elles sont importantes dans tous les domaines. Elles doivent participer au même niveau que les hommes dans la production et avoir les mêmes privilèges que les hommes dans leur vie sociale. Dans toute société, les jeunes doivent participer dans la prise de décision, s'impliquer dans toutes les activités afin d'aider à la bonne marche du système. Ils doivent mettre leurs talents au service de la communauté et transmettre des idées novatrices.

Les personnes ou acteurs qui effectuent les actions

Les premières concernées sont les ministères de MCFDF, MAST, MENFP. Les associations de producteurs encouragent les planteurs à participer aux formations pour renforcer leurs capacités. Elles ont un rôle de médiateur entre l'État et la population, de porte parole de la population. Elles sont là pour aider au développement, à matérialiser une bonne politique de sécurité alimentaire.

Les moyens d'évaluation des progrès

Enquête approfondie avant et après; -Changements de comportement, de mœurs.

ACTION TRACKS

	Action Track 1: Ensure access to safe and nutritious food for all
	Action Track 2: Shift to sustainable consumption patterns
	Action Track 3: Boost nature-positive production
	Action Track 4: Advance equitable livelihoods
	Action Track 5: Build resilience to vulnerabilities, shocks and stress

KEYWORDS

	Finance		Policy
✓	Innovation		Data & Evidence
	Human rights	✓	Governance
✓	Women & Youth Empowerment		Trade-offs
			Environment and Climate

OUTCOMES FOR EACH DISCUSSION TOPIC - 6/6

Questions environnementales: Consommation et production responsable, Changements climatiques.

Les points de vue des participants sur les actions urgentes,

Beaucoup de déchets sont produits: résidus agricoles, résidus animaux, plastique etc. qui polluent l'environnement terrestre et marin; alors qu'ils pourraient servir à d'autres fins. Ils peuvent être recyclés pour faire du compost, fertilisant organique, briquet de charbon, objet d'art, du méthane etc. Les zones agricoles, protégées sont urbanisées. La population n'est pas consciente des conséquences de la pollution sur l'environnement et la santé.

Les actions urgentes :

- ✓ Opérationnaliser les plans communaux du ministère de l'environnement ✓ Campagne de sensibilisation pour le reboisement et l'assainissement
- ✓ Elaborer un plan d'assainissement
- ✓ Encourager les jeunes dans la transformation des déchets
- ✓ Promouvoir des réchauds améliorés et ou à gaz /solaires pour diminuer la pression sur les arbres.
- ✓ Renforcement de capacité des organisations

Les personnes ou acteurs qui effectuent les actions

Ces actions seront surtout menées par le MDE et le MARNDR, MC ; Les agents forestiers ou des gardes qui empêchent aux gens de couper les arbres au bord des rivières et des ravins. Les organisations aideront la population dans la gestion de déchets et protection de l'environnement.

Les moyens d'évaluation des progrès

- ✓ Changement de comportement des ménages
- ✓ L'état de salubrité des villes et commune
- ✓ Niveau d'importation avant et après
- ✓ La couverture végétale avant et après l'adoption de nouvelles mesures et projets ✓ Les rapports de suivi

ACTION TRACKS

<input type="checkbox"/>	Action Track 1: Ensure access to safe and nutritious food for all
<input checked="" type="checkbox"/>	Action Track 2: Shift to sustainable consumption patterns
<input checked="" type="checkbox"/>	Action Track 3: Boost nature-positive production
<input type="checkbox"/>	Action Track 4: Advance equitable livelihoods
<input type="checkbox"/>	Action Track 5: Build resilience to vulnerabilities, shocks and stress

KEYWORDS

<input type="checkbox"/>	Finance	<input type="checkbox"/>	Policy
<input type="checkbox"/>	Innovation	<input type="checkbox"/>	Data & Evidence
<input type="checkbox"/>	Human rights	<input type="checkbox"/>	Governance
<input type="checkbox"/>	Women & Youth Empowerment	<input type="checkbox"/>	Trade-offs
<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Environment and Climate

AREAS OF DIVERGENCE

Les interventions se complétaient, les débats étaient très animés sur la mauvaise gouvernance, le manque d'interventions des acteurs étatiques et les conséquences sur le niveau d'insécurité global du pays, la faiblesse de l'état en matière de gestion de l'eau en général et de l'eau de pluie en particulier accentue les effets néfastes du changement climatique sur Haïti.

La partie Est du département est bien pourvue en eau alors que les cultures souffrent de sécheresse, la population n'a pas accès à l'eau potable. La construction d'infrastructures d'irrigation et de rétention d'eau augmentera la production agricole et diminuera l'exode rural. La commune de Chansolme n'a pas de système d'adduction d'eau potable. Les producteurs laissent les villes de province pour aller vivre dans les bidonvilles à la recherche de mieux être.

Pour la production de charbon, ils comptent étudier le système avec le bayahonde, arbre non exigeant ni en soin ni en eau, qui repousse même en période de sécheresse; et qui donne déjà de très bons résultats dans certains autres départements les Nippes, dans la commune de Belle Anse dans le Sud est. A noter que le Nord-Ouest est déjà bien pourvu en bayahonde.

ACTION TRACKS

- Action Track 1: Ensure access to safe and nutritious food for all
- Action Track 2: Shift to sustainable consumption patterns
- Action Track 3: Boost nature-positive production
- Action Track 4: Advance equitable livelihoods
- Action Track 5: Build resilience to vulnerabilities, shocks and stress

KEYWORDS

- Finance
- Innovation
- Human rights
- Women & Youth Empowerment
- Policy
- Data & Evidence
- Governance
- Trade-offs
- ✓ Environment and Climate

ATTACHMENTS AND RELEVANT LINKS

ATTACHMENTS

- **Enjeux**
<https://summitdialogues.org/wp-content/uploads/2021/09/Enjeux.docx>